

les intérêts commerciaux du Canada en Sibérie. Trois autres membres, dont un représentant des intérêts miniers, un représentant des banques et un représentant de l'agriculture seront ajoutés à la commission et iront rejoindre celle-ci, au commencement de l'an prochain. L'objet de cette commission est d'accroître autant que possible les relations commerciales entre le Canada et cette partie de la Russie.

—Une horrible tragédie maritime a lieu la nuit dernière au large de Victoria, sur la côte du Pacifique: le *Princess Sophia*, de la ligne du Pacifique-Canadien, est jeté par la tempête sur le récif Vanderbilt, dans le canal Lynn. Naufrage de tous les passagers et de l'équipage entier, soit près de 350 personnes...

—Un fonctionnaire bien connu du Parlement fédéral, M. Peter Connolly, messenger en chef de la Chambre des Communes depuis la Confédération, prend sa retraite. Il avait servi à Québec sous l'Union.

—Mort de M. le sénateur H.-W. Richardson, à Kingston.

ETATS-UNIS

—Arrivée en Amérique d'une importante et très distinguée délégation française composée de Leurs Grandeurs NN. SS. Julien, évêque d'Arras, et Keating, aumônier en chef des troupes catholiques anglaises, et de Mgr Alfred Baudrillart, recteur de l'Institut Catholique de Paris et membre de l'Académie française, accompagnés de quelques autres dignitaires. Nul doute que nous aurons bientôt le plaisir de saluer et d'entendre ces représentants éminents de la France catholique et vaillante jusqu'à l'héroïsme, non moins que le représentant distingué de la glorieuse Angleterre!

—Son Eminence le Cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, célèbre son 50^e anniversaire de consécration épiscopale. Il est l'objet de démonstrations touchantes, auxquelles prennent part les éminents visiteurs nommés plus haut. L'un d'entre eux, Mgr William Barnes, aumônier catholique de l'Université d'Oxford, porte éloquentement la parole et profite de la circonstance pour demander aux enfants de communier aux intentions du maréchal Foch et de la victoire des Alliés. Le gouvernement français, par l'entremise de l'ambassadeur de France à Washington, M. Jusserand, accorde au vénéré jubilaire les insignes honorifiques de Grand-Officier de la Légion d'Honneur. De Baltimore, la délégation franco-anglaise se rend à Washington, saluer à la Maison-Blanche le président Wilson.

—M. Wilson a, par le secrétaire d'Etat M. Lansing, répondu le jour même à la note allemande du 20 reçue à Washington le 23. Le président commence par prendre note de l'*"acceptation sans réserve"* par le gouvernement allemand des conditions exposées par lui à diverses reprises, et des déclarations de ce même gouvernement touchant les changements politiques intervenus et la façon dont on conduira la guerre à

l'avenir. Puis il déclare sentir *"qu'il ne peut refuser de soumettre"* aux gouvernements alliés *"la question d'un armistice"*. Néanmoins, observe-t-il, il ne peut être question que d'un armistice qui laisserait aux Alliés la faculté d'imposer l'exécution de tous les arrangements à intervenir de nature à rendre impossible un renouvellement des hostilités de la part de l'Allemagne. Le président annonce donc qu'il a transmis aux gouvernements alliés la correspondance germano-américaine, en suggérant que, si ces gouvernements sont disposés à effectuer la paix sur la base des conditions et des principes indiqués, les aviseurs militaires alliés soient priés de soumettre les termes nécessaires d'un armistice réunissant les qualités plus haut mentionnées, *"pourvu qu'ils estiment pareil armistice possible au point de vue militaire"*. Et l'acceptation par l'Allemagne des conditions qui seraient posées *"fournira, dit le président, la meilleure preuve concrète de son acceptation sans équivoque des conditions et des principes de paix à la source de toute l'action"* engagée. Car on ne saurait prendre trop de précautions. *"Quelque significatifs et importants que paraissent être les changements constitutionnels"* annoncés, *"il n'apparaît pas que le principe d'un gouvernement responsable au peuple allemand ait encore été pleinement réalisé"*, et rien ne garantit encore que les changements partiels institués seront permanents. De plus,—nous traduisons toujours le président Wilson,—*"il n'apparaît pas qu'on ait touché à la racine des difficultés présentes"*. Le président concède que le contrôle à donner au peuple allemand n'empêcherait peut-être pas l'Allemagne de précipiter de nouvelles guerres. Mais il persiste à dire que la guerre présente, qui, d'après lui, est seule en question pour l'instant,—?—n'est point une guerre du peuple allemand. Il s'explique en revenant sur l'idée que le peuple allemand n'est point maître des décisions de paix et de guerre. C'est pourquoi, dit-il, l'on ne se fie pas et l'on ne peut se fier à la parole de ceux qui ont été jusqu'ici rois et maîtres en Allemagne, pour régler *"les maux et les injustices de cette guerre"*. S'il faut avoir affaire à ceux-là, il n'y a pas d'autre chose à exiger qu'une capitulation sans conditions...

En somme, M. Wilson ne décide rien. Il est vrai que l'illusion démocratique chez lui—un faible qui a permis à l'Allemagne de prolonger la conversation et de sauver jusqu'ici sa face—lui met sous la plume des circonlocutions entortillées. Mais il n'en est pas moins vrai—et c'était un moyen de se défilier, à un moment où le débat démocratique allait en se serrant de Berlin à Washington—que le président des Etats-Unis s'est maintenant dessaisi de l'affaire entre les mains des gouvernements associés, ou plutôt des chefs suprêmes des armées alliées.

Mais l'Allemagne veut causer à tout prix... Cet après-midi 28, le Département d'Etat a reçu communication d'une réponse allemande, en date probablement du 26, où il est affirmé, pour la quatrième fois,